

AÏN-DEFLA

Hammam Righa, ce filon sous-exploité

Hammam Righa, l'unique station thermale du centre du pays, nationalement et internationalement connu et réputé pour la qualité de ses eaux, son climat sain et son site verdoyant, date de l'époque romaine. Ses thermes, appelés «*aquae calide*» (eaux chaudes), auraient été découverts en l'an 44 avant J.-C. et auraient servi à soigner la soldatesque romaine.

Depuis le début du XX^e siècle, Hammam Righa est passé entre les mains de plusieurs exploitants. D'abord un dénommé Dufour qui, à la fin des années 1900, avait réalisé le Grand Hôtel et les 3 autres thermes, Mont Rose, Baraka et Belle Vue.

Ce n'est que 75 ans plus tard, en 1975, qu'un ensemble de bungalows a été construit avec la mise en exploitation d'un bloc thermal. Le séisme de 1980 a ravagé la station thermale, détruisant entièrement le Grand Hôtel et rendant Mont Rose inexploitable. Un an plus tard, en 1981, est venu s'ajouter à la station le complexe Zaccar, cédé par l'Action sociale de l'ANP. Après la Sonatherm, l'ETGC, depuis le 10 avril 1990, une société par actions dont Gestour est le propriétaire, gère le complexe.

Après des périodes fastes, la station connaît depuis quelques années une régression inquiétante. Ses capacités d'hébergement se sont réduites comme une peau de chagrin. Pour preuve, sur les 112 bungalows (500 lits), il ne reste qu'une quarantaine exploitables. Il en va de même des chambres traditionnelles dont 11 seulement sont en service sur les 42. Idem pour la restauration car un des trois restaurants est fermé. Les capacités des thermes

(donc des soins) ont nettement diminué. En effet, un des deux blocs de soins est inexploitable, ramenant la capacité totale des actes de soins qui étaient de 2 240 à 800. La station, depuis son passage à l'autonomie, n'arrive à couvrir que les charges de fonctionnement. A noter aussi que la décennie 90 lui a porté des coups sévères avec plusieurs actes de sabotage, crimes terroristes où 5 agents y ont laissé leur vie, amenant un ralentissement de l'activité. Tous ces facteurs réunis ont eu raison de toutes les volontés de redressement de la situation générale et de la situation financière en particulier, et ce, malgré les multiples plans d'austérité qui se sont succédé.

Cette déstructuration n'a fait qu'augmenter les déficits qu'absorbait le capital de l'entreprise à tel point qu'elle était devenue passible de dissolution conformément à l'article 715-bis alinéa 20 du code de commerce, l'actif net étant devenu négatif, avec un endettement considérable dépassant les 21 milliards de dinars.

Parmi les causes évoquées, les dégradations des installations du fait de la haute corrosivité des eaux thermales, la vétusté des équipements et du mobilier, la rareté de l'eau potable, un parc roulant inopérant, un personnel



Photo : DA

insuffisant et non qualifié, et de la prolifération des baraques de commerce informel qui, rebutant la clientèle, a rendu la station de moins en moins attractive...

Le ministre du Tourisme appelé au chevet de la station exsangue en août 2009 a intervenu pour que soit fait un don d'équipements et de mobilier provenant de l'hôtel El-Aurassi afin de rééquiper dans une certaine mesure l'hôtel Zaccar, rehaussant ainsi les commodités d'accueil ce qui, conjugué aux efforts du personnel, a permis à la clientèle de revenir.

La grande bouffée d'oxygène a été amenée par le train de mesures prises par le Conseil des participations le 24 mars dernier, à savoir l'annulation de la dette fiscale d'un montant de 180 millions

de DA, l'octroi d'un crédit bancaire de 45 millions de DA, une recapitalisation de l'entreprise par un apport de 100 millions de DA, en plus d'un crédit de plus de 20 milliards de DA avec un intérêt bonifié à 3,5% avec un différé de 5 années, et une baisse de 50% sur les redevances de concessions des terrains.

Le ministre du Tourisme, Smaïl Mimoune, en visite dans la wilaya de Aïn-Defla mercredi dernier, a confirmé le train de mesures prises pour sauver la station de Hammam Righa tout en rappelant que l'Etat se désengageait de l'investissement dans le secteur du tourisme au profit de l'investissement privé. «Le rôle de l'Etat sera désormais d'accompagner ces investissements, de tracer les grandes orientations du

secteur pour développer les différents genres de tourisme tant dans le nord que dans le sud du pays», a-t-il déclaré.

C'est dans ce cadre qu'il a eu à visiter un nouvel hôtel à El-Attaf réalisé par un investisseur à qui l'envoyé du gouvernement a adressé des félicitations et des encouragements. Cependant, si l'accent est mis sur les structures d'accueil, les hôtels en particulier, on semble oublier que le tourisme n'est pas que l'hôtellerie, il est aussi l'aménagement d'espaces attractifs sains avec des facilités d'accès au plus grand nombre. Cherif Rahmani, lors de la visite qu'il a effectuée l'année dernier dans cette même station, a été scandalisé par ce qu'il avait constaté.

«Comment peut-on parler de tourisme quand l'eau potable est absente ?!» s'était-il écrié. On se rappelle que le wali de l'époque avait bien sûr promis d'y remédier mais rien n'a été fait depuis. Ceci pour dire qu'on ne peut en aucune manière penser à un développement du tourisme si les autorités locales ne s'impliquent pas, et l'Etat a le droit et le devoir de faire en sorte que ces autorités se sentent concernées. On semble oublier que la station de Hammam Righa ou d'autres sites tels que les barrages du Ghrib et de Sidi Ahmed Bentaiba peuvent constituer de véritables filons pour le développement de ces communes qui se contentent de vivre par les dopages des subventions.

Karim O.

TIPASA

La foire de l'apiculture a clos ses portes à Cherchell

Organisé par l'Office du tourisme de Cherchell, cet événement a regroupé une dizaine de jeunes apicultrices et apiculteurs provenant de l'ensemble de la wilaya de Tipasa.

M. Korchi, président de l'Office du tourisme de Cherchell, initiateur de cette foire-exposition, accompagné de M. Ayaouz Kaddour, représentant du P/APC de Cherchell, nous dira : «On a voulu marquer l'événement de Yennayer, un patrimoine national immatériel, par la promotion du miel, un produit local sucré et doux, pour symboliser l'événement d'une année qui sera, on le souhaite, aussi douce que le miel.» M^{lle} Slimi Naïma, une jeune apicultrice, membre d'une association d'apiculteurs installée à Douaouda, nous confiera : «Ce fut à dix ans que j'ai commencé à approcher les abeilles et assister aux travaux d'apiculture qu'effectuait mon père.

Voilà bientôt 40 années qu'existe notre activité, nous nous targuons d'assurer une parfaite maîtrise de cet art.» Elle nous dira plus loin : «Nous produisons plus de 10 variétés de miel, provenant d'Aflou, de Djelfa.

Nous effectuons de la transhumance et on suit les cohortes d'abeilles, qu'on dirige vers des zones sélectionnées, à l'instar des forêts et des montagnes,

notamment de Miliana, pour le miel du cèdre, à Aflou pour le miel à base de «Loubaina», à Djelfa pour le «Harmel»..., nous précise cette demoiselle dans un talentueux exposé. M. Dhek Ayoub, un apiculteur de 25 ans en activité depuis 2006, nous

déclare à propos de sa production : «Nous produisons plus de 7 variétés de miel, dont la production annuelle avoisine 10 quintaux. Nous avons exposé à Oued-Souf, à Oran et Sidi-Bel-Abbès. Le miel à base d'orange, riche en vitamine C, est recommandé pour la régulation intestinale et pour apaiser le stress.» Tandis que le jeune Ahfir, un autre apiculteur de Douaouda, en activité depuis 1995, nous déclare

fièrement : «J'ai participé à plusieurs expositions internationales, notamment celle de Libye en 2007, celle d'Arabie Saoudite au cours de la même année, et notamment celle de Apimondia, une exposition internationale qui s'est déroulée en Argentine en 2011.»

Il convient de noter que la majorité de ces apiculteurs sont issus du CFPA de Hattatba, qui a à son actif la formation de plu-

sieurs centaines d'apicultrices et d'apiculteurs. M^{lle} Slimi Naïma, cette jeune apicultrice, s'enorgueillit pour sa part de produire plus de 10 quintaux de miel par an, mais aussi de fabriquer des crèmes pour le visage et les problèmes d'acné, eczémas et gerçures. Une autre crème de luxe fut aussi exposée par cette jeune femme, elle est à base de gelée royale, de pollen et de miel pur.

Larbi Houari

BOUIRA

Les étudiants de la faculté de droit et des sciences politiques dans la tourmente

Ils sont plus de 4 000 étudiants au niveau de la faculté de droit et sciences politiques, au niveau de l'université colonel Akli-Mohand-Oulhadj de Bouira, à poursuivre une grève illimitée entamée depuis le 9 janvier dernier.

D'après les représentants des étudiants qui se sont déplacés à notre bureau, l'administration, et au lieu de régler les problèmes posés par les étudiants, fait dans l'intimidation et les menaces en transférant des dossiers des étudiants grévistes aux services de la police.

Outre ces menaces, d'autres manœuvres visant à créer une discorde entre les étudiants inscrits en système classique et ceux en LMD sont entreprises. Pourtant, rappellent ces étudiants, lors de la réunion qu'ils avaient tenue

avec les responsables de la faculté le 9 janvier dernier, tous les problèmes que rencontrent les étudiants de la faculté de droit et des sciences politiques ont été exposés.

Les étudiants revendiquaient l'ouverture de nouvelles spécialités — au moins 12 spécialités — pour le master ; l'accès au master pour tous les étudiants ayant réussi leur cursus tant dans le nouveau système LMD et qui auraient réussi le L3, que pour les étudiants du système classique qui auraient réussi leur licence de 4 ans ; l'ouverture de la filière sciences politiques ; l'organisation des concours de magister pour les étudiants ayant poursuivi leurs études au niveau de l'université de Bouira et la poursuite de leurs études à Bouira et enfin, l'ouverture de postes pédagogiques pour le Capa à l'université de Bouira alors que jusqu'à présent, le Capa se faisait à Tizi-Ouzou. D'après ces étu-

dants, après la rencontre, les responsables de la faculté ont reconnu la légitimité de ces revendications mais en même temps, ont annoncé l'impossibilité de les satisfaire dans l'immédiat.

Aussi, après l'échec de cette rencontre, les étudiants de la faculté de droit et des sciences politiques, du LMD ou du système classique ont déclenché une grève illimitée qui en est à sa troisième semaine.

Ce dimanche et face à ce blocage et la gravité de la situation, les étudiants ont saisi le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique à qui ils ont exposé le problème dans l'espoir de le prendre en charge dans les plus brefs délais.

Y. Y.